

**Iran - Tribune de M. Jean-Marc  
Ayrault, ministre des affaires  
étrangères et du développement  
international, dans le quotidien  
«Iran»**

(Téhéran, 30 janvier 2017)

Au moment où commence ma première visite officielle en Iran, je souhaite revenir sur la signification historique de l'accord du 14 juillet 2015 et les perspectives prometteuses qu'il a ouvertes.

La France a fortement contribué à la conclusion de cet accord car elle a toujours considéré que la question du programme nucléaire iranien devait être réglée par la négociation et dans un esprit de dialogue.

Au moment de sa signature, le président François Hollande notait : «Il appartient à l'Iran de mettre en oeuvre, dans le calendrier qui a été établi, l'ensemble des mesures prévues. La France, avec ses partenaires, veillera de bonne foi et avec rigueur au respect de cet accord.(...) Il est primordial que l'Iran puisse maintenant devenir un acteur responsable de la stabilité de son voisinage.»

Pour nous, cet accord doit marquer l'ouverture d'un chapitre nouveau entre l'Iran et la communauté internationale. Il offre à l'Iran la possibilité de normaliser ses relations avec la France dans tous les domaines : politique, économique, culturel, scientifique et humain. Tel était le sens de la visite en France du président Rohani le 28 janvier 2016.

D'ores et déjà cet accord porte ses fruits. Comme l'AIEA le constate, l'Iran est sur une trajectoire de respect de ses engagements. L'Europe et les États-Unis ont de leur côté levé les sanctions économiques et financières qui résultaient du manquement de l'Iran à ses obligations.

Les effets bénéfiques en sont immédiats et l'économie iranienne a repris le chemin d'une croissance soutenue. Les exportations de pétrole ont doublé en 12 mois pour atteindre leur niveau d'avant les sanctions.

Les grandes entreprises françaises ont conclu avec l'Iran des accords commerciaux et d'investissements qui créent des emplois en Iran comme en France. Nos constructeurs automobiles produisent avec leurs partenaires iraniens des milliers de véhicules. Le premier d'une série de près de 100 avions Airbus a été livré en janvier.

Ce nouvel élan donné à la relation franco-iranienne doit aussi concerner les échanges humains, qu'il s'agisse des hommes d'affaires, des étudiants ou des touristes. Face à tous les défis auxquels notre monde est confronté, la France refuse le repli sur soi ou la stigmatisation. Elle fait le choix de la coopération internationale et du multilatéralisme. Le terrorisme, en particulier, n'a pas de nationalité.

Au-delà, compte tenu de la place de l'Iran, de son rôle et de sa responsabilité, ma visite sera aussi l'occasion d'évoquer la situation catastrophique au Moyen-Orient qui a un besoin pressant de paix et de sécurité.

Que ce soit en Syrie, au Yémen ou en Irak, il n'existe aucune solution militaire aux conflits en cours. Seule une démarche de réconciliation respectueuse de la souveraineté et de l'intégrité de chaque État pourra leur apporter la paix, dans le respect de leur diversité et des droits et aspirations de leurs citoyens.

À cette approche, s'ajoute une mobilisation résolue pour éradiquer Daech et al-Qaïda. La France est engagée dans la coalition pour libérer Mossoul et Raqqa. Ce combat contre le terrorisme doit nous unir face à un ennemi commun.

La France en est convaincue : avec sa réintégration dans la communauté internationale, vient le temps pour l'Iran de s'engager dans la coopération avec ses voisins et de nouer des liens de confiance avec eux. La France, qui parle à tous d'une même voix, est convaincue que la sécurité collective ne peut résulter que de l'engagement de tous. Elle est prête à y contribuer./.